Séance publique du 21 juin 2005

Délibération n° 2005-2745

commission principale : développement économique

objet : **Convention tri-annuelle de financement de l'Agence mondiale de solidarité numérique - Subvention pour l'année 2005**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques et internationales - Pôle innovation

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mai 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le contexte et les enjeux

Comme suite au premier sommet mondial des villes et des pouvoirs locaux sur la société de l'information organisé avec succès par Lyon les 4 et 5 décembre 2003, la Communauté urbaine, la ville de Genève et plusieurs pays africains ont été les porteurs d'une initiative mondiale pour réduire la fracture numérique, appelée solidarité numérique. Cette initiative a été présentée officiellement par le président Gérard Collomb au secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, lors du sommet de l'ONU sur la société de l'information qui s'est tenu à Genève du 10 au 12 décembre 2003. La solidarité numérique se concrétise à travers :

- un Fonds de solidarité numérique (FSN), inauguré le 14 mars 2005 à Genève, dont la vocation est de financer des projets susceptibles de réduire la fracture numérique mondiale,
- une Agence de solidarité numérique (ASN), statutairement liée au FSN, dont la vocation est d'appuyer le montage, le pilotage et l'évaluation des projets du FSN et d'autres projets liés à la société de l'information.

Forte de sa légitimité nationale et internationale sur la société de l'information et d'une filière économique significative dans ce domaine, la Communauté urbaine entend assurer un rôle moteur au niveau international dans l'initiative de solidarité numérique.

Les retombées pour la Communauté urbaine sont multiples : rayonnement international de la filière numérique de Lyon, nouvelles opportunités de marché pour les entreprises lyonnaises de la filière numérique, capitalisation d'une expertise internationale en faveur du territoire lyonnais, nouveaux accords de coopération avec des collectivités, des universitaires et des entreprises.

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (Unitar), chargé de la mise en place de l'Agence, sollicite une subvention de démarrage de la Communauté urbaine pour mettre en place lors des trois premières années, son activité et fédérer un réseau de partenaires privés et publics qui assureront progressivement un cofinancement de l'Agence. La Communauté urbaine confie à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (Unitar), le pilotage opérationnel de la dimension internationale de cette première phase.

La vocation et les activités

L'Agence mondiale de solidarité numérique est un outil opérationnel au service des acteurs de la société de l'information, qu'il s'agisse de collectivités locales, d'entreprises ou d'institutions. Elle fédère sur le territoire de la Communauté urbaine un pôle d'expertise mondial qui mobilisera un réseau d'acteurs publics et privés spécialisés sur le développement de la société de l'information. L'Agence sera en mesure de fournir une expertise sur la société de l'information à un ensemble de structures : collectivités locales, entreprises, organismes de coopération internationale, etc.

Les activités de l'Agence sont :

- l'appui au montage de projets : la mise en place d'un service d'information à caractère international, d'une action de veille permanente sur l'évolution des tendances et l'analyse des stratégies des agences internationales, des collectivités locales et des entreprises,
- des réunions internationales organisées chaque année : des experts internationaux se réuniront à Lyon pour mettre en commun les solutions les plus novatrices en matière de solidarité numérique,
- l'évaluation et le conseil : l'Agence conduira une activité d'évaluation et de conseil au profit des activités du FSN et d'autres partenaires. Elle émettra des recommandations sur les facteurs clés de succès, les contraintes, les modèles économiques ainsi que l'assemblage des compétences nécessaires au succès des projets de solidarité numérique.

Le programme d'actions et le calendrier 2005

Dans sa phase de lancement, l'Agence va prioritairement matérialiser son existence et tirer partie du calendrier international sur la société de l'information pour se faire connaître comme plate-forme de compétence mondiale sur la solidarité numérique.

L'Agence va participer activement aux grandes rencontres de 2005 : sommets mondiaux sur la société de l'information de Bilbao et Tunis. Des supports de communication seront créés à l'occasion (brochure trilingue, site internet, signalétique).

Des outils d'aide à la décision seront mis en place à travers l'organisation d'un service de documentation et de veille, l'identification des principaux programmes d'action internationale et la prise de contact avec les acteurs clés de la solidarité numérique au niveau international.

Deux rencontres seront organisées sur la solidarité numérique à Lyon : une sur le premier projet financé par le FSN et l'autre, entre les acteurs lyonnais de la société de l'information et des experts du réseau international de l'Agence sur les enjeux de la solidarité numérique.

Le financement des actions 2005

L'Agence vise un modèle économique basé sur l'autofinancement des activités au terme de trois ans (2008). Il repose sur quatre sources de financement : subventions de démarrage (2005-2007), cotisations annuelles des membres (institutions, entreprises, associations), sponsoring de rencontres internationales par le secteur privé et prestations de service.

Le budget global d'activités pour la phase de démarrage 2005-2007 est estimé à 1,3 M€. Il est proposé que ce budget soit pris en charge par des contributions provenant de la Communauté urbaine, de l'Etat français et d'autres partenaires locaux. La participation du secteur privé et la cotisation de membres compléteront de manière progressive le budget de démarrage. Le budget prévisionnel des activités de l'année 2005 est de 120 000 €. La Communauté urbaine apporte pour 2005 une subvention globale de 100 000 €.

Les éléments d'évaluation

- l'évaluation portera sur les critères suivants :
 - . la mise en place de la structure *ad hoc* et de ses outils,
 - . la reconnaissance et la notoriété internationale de l'Agence,
 - . le nombre de partenariats signés avec des acteurs publics et privés,
- le nombre de membres de l'Agence,
- la consolidation de la pérennité économique de l'Agence par des apports financiers extérieurs,
- la capacité à fédérer les acteurs locaux sur la solidarité numérique ;

Vu ladite convention ;

Ouï l'avis de sa commission développement économique ;

DELIBERE

1° - Donne un avis favorable à la signature de la convention avec l'Unitar, chargé de la mise en place de l'Agence mondiale de solidarité numérique, et au versement d'une subvention d'un montant de 100 000 € pour 2005.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention d'application.

3° - La dépense sera imputée au budget de la Communauté urbaine - exercice 2005 - compte 657 480 - fonction 90.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,